

Proposition de travail: Vers Marseille 2012

Le Forum Mondial de l'Eau qui aura lieu à Marseille en France (Mars 2012) il y aura un «impact politique» qui peut conduire à des changements importants par rapport aux politiques de l'eau dans le XXI^e siècle et d'autre côté surtout la consolidation d'un modèle culturel déjà dominante.

Les tendances culturelles dominantes au niveau du débat international sont les suivantes:

- **L'eau c'est une ressource environnementale** qui peuvent fournir des solutions pour réduire l'impact sur le climat;
- **L'eau c'est une ressource- économique**, une marchandise avec un valeur de production très élevés, qui peuvent être exploités ou utilisés, contribuer à la relance des grands cycles de production (agriculture, hydroélectricité), générer de la richesse et le profit, contribuer à la stimulation de la croissance de la rentabilité et vert;
- **L'eau c'est une ressource- stratégique** dont la gestion devrait être confiée au libre marché et la finance internationale;
- **L'eau est une ressource « rare »** ou en voie de raréfaction, donc pour réduire la consommation on peut le faire avec la mise en place des tarifs plus élevés, le prix d'accès au bien. (Eau = Or)

Sur la base ces hypothèses, la signification politique que le Forum mondial de l'eau de Marseille en 2012 mise en place par le Conseil Mondial de l'Eau peut affirmer sont les suivants:

- la légitimité des entreprises et des individus, comme partenaire des États membres (qui n'ont pas de ressources publique) pour garantir l'accès et le droit à l'eau et donc la mettre en œuvre de la résolution de l'ONU de Juillet 2010;
- la légitimité des «solutions pour assurer les droits de l'eau» sur la base des réponse technologiques et financières, liées à la mise en place des ressources financières (risque de lancer des campagnes internationales pour la collecte de fonds avec la participation de fondations, sociétés, entreprises);
- consolidation de l'approche "l'eau = marchandise", donc l'eau comme une ressource disponible pour l'homme et pour le marché, une ressource à exploiter, à marché;
- renouveau (surenchère) du partenariat public-privé, comme l'outil le plus efficace pour assurer l'accès à l'eau potable et aux services de santé;
- affirmation que l'eau c'est comme le pétrole, c'est à adire une source de revenus financiers, le service de l'eau devient un domaine dans lequel investir par se que peut assurer un bon niveau de rendement des investissements pour le capital.

Il ya donc un certain nombre d'hypothèses pour le quelle le Forum mondial de l'eau de 2012 deviendra la plate-forme pour l'offensive culture finalisé a:

- la récupération par les multinationales, soutenues par plusieurs États et par l'Europe elle-même (selon le nouveau cadre qui est sur le point de lancement) pour une politique qui est basée sur propositions de gestion économiques (marché), financiers (investissements), soutenu par la technologie (innovations dans le traitement et la réutilisation de l'eau).
- l'affirmation de leadership par l' Europe et les grandes entreprises multinationales européennes en termes de politiques publiques et la gouvernance des ressources en eau
- la mise en place des motivations pour la requête d'une nouvelle directive-cadre par la Commission européenne finalisé a classer l'eau comme une marchandise et l'accès à l'eau comme une service industrielle, dans l'éprise de nouveaux marchés dans la gestion industrielle des services d'eau.

Pour contrarier ces tendances, à travers le processus de préparation et le travail conjoint du Forum Alternatif Mondial de Marseille, les Mouvements pour « l'eau bien commune » doit être en mesure de préparer un « programme alternatif en termes de propositions et de solutions » a celui mise que le Conseil Mondial de l'Eau se prépare à rédiger et de faire passer par la Forum de Marseille.

Cette «vision et programme alternative sur l'eau» doit trouver son explication à travers **le Forum Alternative de l'Eau de Marseille** organisé par les Mouvements engagés dans la défense de l'eau comme droit humain et bien commun.

Il s'agit de restaurer et d'améliorer, en fonction de cette nouveau scénario, les expériences et les propositions élaborées par le Forum Alternative mondial de l'eau - FAME de Florence (2003), de Genève (2005), de Bruxelles (2007) et reprendre les propositions contenues dans la déclaration final de la 1^o Assemblé des citoyens et les élus mondial de l'eau (2009)., le rencontre de Copenhague et de Cancun .

Le Comité italienne pour le Contrat Mondial de l'Eau qui a contribué à la construction de tous les différentes éditions du Forum Alternatives, à partir de la première session du Forum Sociale de Porto Alegre 2001, qui travaille du Forum Italienne de Mouvement de l'Eau, porteur de la première expérience en Europe de consultation sur la gestion de l'eau (referendum) et soutien tous les mouvements intéressés sur l'eau propose que on commence, pendant le Forum de Dakar, un « processus » de partage et d'approfondissement sur les objectifs qui devront être au centre du Forum Alternative à Marseille.

Propositions pour le processus ver le Forum Alternative de Marseille

Une nouvelle affiche (vision) de l'eau droit e bien commun

En termes de principes

- **La reconnaissance du droit aux services d'eau et de la santé**, formalisé comme un devoir des États et la communauté internationale. Cet objectif proposé par les Mouvements du 1° Forum Alternative de Florence (2003) et reconnu par la résolutions de Nations Unies doivent devenir un engagement contraignant pour la communauté internationale et pour tous les Etat et être garantis par les constitutions des différents pays.
- **Le partenariat public-public**, qui à la lumière de l'échec de l'expérience du modèle de partenariats public-privé, suite la proposition de l'AMECE (Bruxelles-2009) doit être proposé comme la réponse la plus appropriée pour garantir le droit à l'eau pour tous et l'accès aux services de santé en particulier dans les pays pauvres mais aussi en Europe;
- **la participation et implication des citoyens**. Avec les chemins de la résistance et la participation populaire, les citoyens ont été en mesure de contrer, en Europe et surtout dans l'Amérique du sud, les processus de privatisation et dans le même temps d'imposer le principe de la constitutionnalisation du droit, une « culture de l'eau comme un bien commun. Donc on a montré que l'eau est une question de démocratie.
- **la participation et implication dans la perspective de les paysans**, les personnes expulsées de leurs barrages et les eaux industrielles exigeantes cultures et de l'énergie à partir des barrages. Ascolta
- Trascrizione fonetica
-
- Dizionario - [Visualizza dizionario dettagliato](#)
- **La prise en charge par la communauté internationale** dans le coût des droits de l'eau au niveau de la quantité quotidienne minimale pour appliquer la résolution de l'Assemblée des Nations Unies (Juillet 2010) qui reconnaît le droit à l'eau, grâce à la fourniture des ressources et des instruments spécifiques de financement.

En termes de solutions/propositions

- Mettre en place **une campagne** visant à discrédite le WWF (Forum de l'eau) en tant que autorité habilitée à définir des politiques de l'eau et a lancer un **proposition**, réservé par un certain nombre d'États, pour confier à l'Assemblée des Nations Unies ou d'une agence de l'ONU de la réalisation du droit à l'eau et la définition politiques de la gouvernance de l'eau au XXIe siècle.
- Mettre en place **une campagne** pour la réalisation du droit l'eau (services d'eau potable et pour la santé) reconnu par la résolution de l'ONU de Juillet 2010 avec des action de advocacy vers les Etats pour la ratification dans le pacte économique et social et du Conseil, du droit a l'eau pour tous et dans le même temps campagne sur Parlement et la Commission européenne pour la ratification de la résolution sur le droit a l'eau(vérification du niveau du consensus sur cette proposition par le Séminaire vers Marseille dans le Forum social de Dakar)
- **Elaborer un « Nouveau Manifeste de l'eau comme un bien commun »** (patrimoine de l'humanité) suit à la nécessité de développer une « vision globale alternative », a celle qui sera proposée par le WWF à Marseille "l'eau des produits de base", chargé de la politique des marchés libres, couvrant. Par conséquent, tous les droits de l'homme qui son lieu a l'eau (potable, l'assainissement, la production alimentaire et de l'emploi) qui appartienne à l'eau comme un droit humain, a la base de la vie et de tous les activités humaines, qui doivent être pris en pris en charge par la communauté internationale et par les citoyens.

- Partage de réflexion **sur une nouvelle « vision de l'eau »** comme « un bien commun » (patrimoine de l'humanité à partir de chaque communauté) pour développer une "vision alternative", à celle qui sera proposée par le WWF à Marseille (marchandisation de l'eau) avec la concertation entre les différents réseaux de mouvement associative engagé sur les bien communes (eau, barrage, alimentation, terre).